



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 24 Octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Examen du PLF 2023: la Commission des finances et du budget fixe son ordre du jour

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion pour fixer l'agenda de ses travaux relatifs à l'examen du projet de loi de Finances 2023, indique un communiqué de l'APN.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Importation de véhicules neufs: publier le cahier des charges d'ici une semaine

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, de publier le cahier des charges de l'activité de concessionnaires d'importation de véhicules neufs "d'ici une semaine".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le DG des douanes entame une visite de travail en Corée du Sud

Le Directeur général des douanes algériennes, Noureddine Khaldi, a entamé, dimanche, une visite de travail en Corée du Sud à l'invitation de son homologue sud coréen, le Commissaire des Douanes de la Corée, indique un communiqué de la DGD.



Construction d'un grand hôpital et Importation de véhicules : Les deux décisions phares du Président

Le chef de l'Etat a officiellement annoncé que la première pierre de l'hôpital Algéro-qatari-allemand, sera posée le 2 novembre prochain. Le Sommet de la réconciliation. L'importance du prochain Sommet arabe, prévu les 1er et 2 Novembre prochain à Alger, réside dans son opportunité unique et historique de régler les différends et de résoudre les conflits arabes ainsi que de promouvoir la paix.



Santé, éducation et administration : 60.000 nouveaux postes en 2023

Cette forte reprise du marché du travail est confirmée par les spécialistes du recrutement qui font part de chiffres record. L'économie nationale, alimentée par un taux de croissance de 4,7%, favorise la création de postes d'emploi. En effet, l'Algérie s'achemine vers la création de presque 60 000 nouveaux postes de travail en 2023. Cette dynamique touche particulièrement des secteurs employeurs comme la santé qui vient en tête avec une prévision de 19 952 postes à pourvoir.



Prise en charge du chômage : «Une approche globale est nécessaire»

Le Président Tebboune a salué, en conseil des ministres, les réalisations accomplies jusqu'à présent en un court laps de temps. Il a ordonné la poursuite de la politique de soutien aux jeunes diplômés des universités et des instituts de formation à travers l'allocation de chômage parallèlement à un suivi permanent de l'évolution du processus de recherche d'emploi par le bénéficiaire. Il a aussi instruit le gouvernement pour intensifier le contrôle sur les cas de fraude et la mise en place d'un plan statistique renouvelé comme base de données pour suivre le taux de chômage.



Eclairage : Avec éclat

Le processus s'accélère. Le cahier des charges pour l'activité d'importateur de véhicules neufs sera connu dans une semaine, mettant fin aux pratiques anciennes qui ont été sources de désagréments divers. Il est attendu également que des constructeurs locaux puissent lancer l'activité de production, ce qui ressort du conseil des ministres. L'Algérie aspire à relancer cette activité en se basant sur l'intégration industrielle, la création de la valeur ajoutée et de postes d'emploi, et en tournant ainsi la page à une expérience ratée qui avait coûté cher au Trésor public.



Algérie-zone arabe de libre-échange: 4,7 milliards de dollars d'échanges par an

Depuis 2009 jusqu'à l'année dernière, la moyenne des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays arabes, depuis son adhésion à la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) a atteint 4,7 milliards de dollars/an, a indiqué, hier dimanche, le sous-directeur de la Zone arabe de libre-échange et de l'Union africaine au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Abdelaziz Boucha.



[Lutte contre la corruption: Sonatrach se met aux normes](#)

Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, a officiellement donné, hier dimanche au siège du groupe à Alger, en présence du DG de l'Institut algérien de normalisation (IANOR) et des cadres de la compagnie, le coup d'envoi des travaux du Comité de préparation chargé de la mise en place des systèmes de responsabilité sociétale «ISO 26000», partie prenante du système de management aux normes internationales, et la norme internationale ISO 37001 relative à la lutte contre la corruption et pots-de-vin et à la transparence dans la gestion des entreprises.



[Devise : les réserves de change de l'Algérie suffisent à couvrir 14 mois d'importations](#)

La Commission des finances et du budget de l'APN a estimé que les réserves de change actuelles suffiront à couvrir plus d'un an d'importations. Pour les curieux, ne bougez pas ! On vous en dit plus, juste ci-dessous.



[Combien payer pour importer une voiture en Algérie avec passeport ? La douane répond](#)

Suite à la décision de la réautorisation d'importation de véhicules d'occasion par les particuliers, découvrez les frais de dédouanement d'une voiture en Algérie, avec passeport, estimés par les services de la douane. Dzair Daily vous en dit plus ce dimanche 23 octobre 2022.



[Un conseil des ministres décisif pour l'automobile](#)

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune présidera aujourd'hui une réunion du conseil des ministres qui sera consacrée, entre autres, au dossier de l'automobile. Comme annoncé depuis peu, le cahier des charges relatif à l'importation de véhicules neufs sera débattu durant ce conseil des ministres au cours duquel un exposé sur les conditions et modalités d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules neufs sera présenté par le ministre de l'Industrie.



[Exportations hors hydrocarbures : Ali Bey Nasri : «Le relais doit être assuré par la diplomatie économique»](#)

L'Algérie a placé la barre de ses exportations hors hydrocarbures pour 2023 assez haut comparativement aux années précédentes. Atteindre l'objectif d'un montant de 10 milliards de dollars à l'export l'année prochaine est perçu comme un exploit s'il venait à être réalisé, sachant que bon an mal an, ce montant dépassait à peine un milliard de dollars, exception faite de l'année 2021 où il avait grimpé à 5,03 milliards de dollars, un niveau jamais égalé auparavant. Ce même montant, ou presque, soit 5 milliards de dollars, a été réalisé entre janvier et septembre 2022.



[Création de zones industrielles : Le président Tebboune autorise le secteur privé](#)

Présidant ce dimanche une réunion du Conseil des ministres, le Chef de l'Etat a donné des orientations portant réactivation de l'activité des zones industrielles à travers un projet de loi qui sera présenté prochainement au Conseil des ministres. Dans cette perspective, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales de réactiver «immédiatement » d'une fiche technique passant au peigne fin la situation de toutes les zones industrielles des différentes wilayas, en ce qui concerne l'activité et la propriété foncière.



[Importation des voitures : 2 instructions importantes de Tebboune](#)

Le dossier de l'importation de voitures et de l'industrie automobile de nouveau sur la table du conseil des ministres, présidé par le président Abdelmadjid Tebboune. Lors de la réunion du conseil des ministres de ce dimanche 23 octobre ; le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune a donné deux instructions importantes sur le dossier des véhicules neufs et de moins de trois ans.



كسالى أمام أعضاء لجنة المالية الاثنتين لعرض مشروع القانون: البرلمان مطالب بتفكيك شيفرة 5 آلاف صفحة من ميزانية 2023!

تلقى أعضاء لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني نسخا ورقية من مشروع قانون المالية لسنة 2023، تحتوي 5 آلاف صفحة، تتضمن أرقام موازنة 2023 وتقديرات 2024 و2025، مع تفاصيل دقيقة حول المشاريع المنتظرة، وكل دينار سيتم إنفاقه السنة المقبلة، للتمكن من ضبط النفقات بشكل دقيق لأول مرة وفق القانون العضوي 15 / 18.



متوسط المبادلات لم يتجاوز 4.7 مليار دولار سنويا : هذه هي شروط استفادة الجزائر من منطقة التجارة الحرة العربية

بلغ متوسط المبادلات التجارية بين الجزائر والدول العربية، منذ انضمامها لمنطقة التجارة الحرة العربية الكبرى سنة 2009 إلى غاية السنة الماضية، 4.7 مليار دولار سنويا، حسب ما ذكره المدير الفرعي لمنطقة التجارة الحرة العربية والاتحاد الافريقي بوزارة التجارة وترقية الصادرات، عبد العزيز بوشة.

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Lundi 24 octobre 2022 - Page 2

La nouvelle offre du CPA

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a lancé une vaste campagne sur le terrain pour promouvoir sa nouvelle offre : le paiement électronique des factures de loyer AADL.

Une nouvelle offre qui permet d'ailleurs, depuis quelque temps, de payer sa facture sans devoir se déplacer au niveau des agences bancaires et de diminuer la forte pression sur ces dernières, les bénéficiaires de logement AADL étant de plus en plus nombreux.



LOI DE FINANCES 2023

Kassali chez la commission des finances de l'APN

C'est, aujourd'hui lundi, que le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, présente devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale le projet de loi de finances pour l'année 2023.

Mohammad K. - Alger (Le Soir) - Le projet de loi de finances pour l'année prochaine sera présenté, ce lundi matin, à partir de 10 heures, par le ministre des Finances par-devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale. Un document qui va en droite ligne des précédents, en termes de consolidation des équilibres financiers et de résilience de l'économie et matérialisera la nouvelle vision économique de l'État via une batterie de mesures pratiques, avec le souci de mieux équilibrer l'équilibre entre l'impéditif d'une relance économique effective et le souci d'une cohésion sociale à préserver à tout prix.

Une relance économique qui passe inéluctablement par l'adoption de mesures incitatives au profit des entreprises pour réussir leur reprise et en sauvegardant les emplois et la relance des investissements productifs et une cohésion sociale et une prospérité sociale beaucoup mieux partagée, garantie par le maintien de montants importants aux transferts sociaux concomitamment avec la garantie de la disponibilité et de la stabilité des produits alimentaires, notamment ceux subventionnés, avec son corollaire une lutte sans merci contre la spéculation sous toutes ses formes. Il s'agit également d'affecter des sommes financières pour la construction de logements sociaux, avec maintien de l'engagement de l'État à apporter son aide au logement rural.

Pour assurer la sécurité alimentaire du pays, les premiers jalons d'une véritable industrie sont jetés avec ses retombées sur, également, le marché de l'emploi tant il s'agit de répondre à une très forte demande. Dans ce sens, des mesures fiscales sont ébauchées pour consolider et encourager l'investissement productif et les recettes budgétaires.

Autant d'axes qui ont fait l'objet de directives et d'instructions du président de la République lors de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres le 9 octobre écoulé. Des mesures portant sur la garantie de la disponibilité et de la stabilité des produits alimentaires,

notamment ceux subventionnés, tout en luttant contre la spéculation sous toutes ses formes, l'autorisation des citoyens à importer les véhicules de moins de trois ans à leurs frais et pour leurs propres besoins et non à des fins commerciales, et des constructeurs automobiles étrangers à importer les véhicules pour les vendre en Algérie, parallèlement au suivi méticuleux et continu du processus de lancement d'une véritable industrie automobile en Algérie, dans les plus brefs délais, la poursuite de la modernisation et la humanisation de tous les secteurs, pour que les indicateurs de fonctionnement et d'équipement soient précis et répondent aux exigences du développement national, notamment l'accélération de la digitalisation du secteur fiscal et des biens appartenant à des individus dans tous les domaines pour reconnaître la fortune, au lieu d'une politique fiscale ne ciblant que les petits fonctionnaires et travailleurs.



Il s'agit également d'enclencher une opération de recensement minutieuse des potentialités financières et matérielles sous toutes leurs formes, sur le marché parallèle, de lancer un plan national pour l'enregistrement de toutes les transactions commerciales sur un réseau électronique d'informations

et de données auprès du secteur fiscal, de créer des zones franches à Tindouf, Timiaouine, Tazaouatine et Taïeb-Larbi, à même d'atteindre une flexibilité économique et d'utiliser les exportateurs à exporter, dans le cadre de l'échange libre, les produits non consommables fabriqués

localement, à l'instar du plastique et dérivés, en fonction de la liste fixée par le ministère du Commerce et à exporter la surproduction industrielle nationale avec déclaration en douane.

Une fois donc présenté, aujourd'hui, par le ministre des Finances, ledit texte fera l'objet de nombre de rencontres des membres de la commission des finances et du budget de la Chambre basse du Parlement, durant 17 jours avec, d'abord, les représentants de nombre de départements méselevés durant douze jours avant des auditions, durant cinq jours, de représentants de diverses institutions en lien direct avec le projet de loi comme les impôts, les douanes et autres, nous précisait, hier dimanche, un membre de ladite commission. Notre interlocuteur prévoit la présentation dudit projet de loi de finances 2023 en première de l'Assemblée populaire nationale pour débat au début de la deuxième semaine du mois de novembre prochain.

M. K.

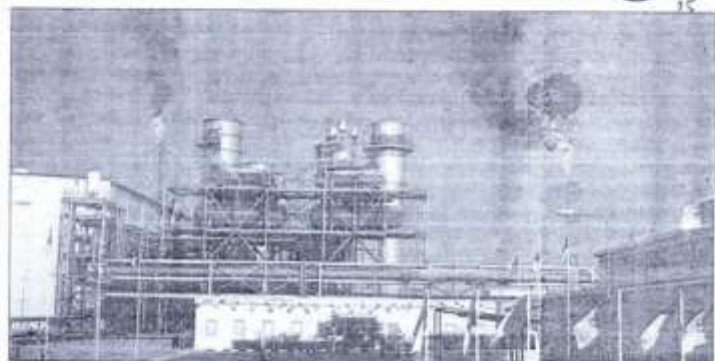
SELON LES DERNIERS RAPPORTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI

L'économie algérienne émerge

Dans un bulletin d'information économique, d'une grande exhaustivité, publié dans la matinée d'hier, la Banque mondiale estime que la croissance des pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) devrait atteindre 5,5% en 2022, soit son taux le plus élevé depuis 2016, pour ensuite ralentir à 3,5% en 2023. Cette bonne performance est toutefois inégale selon les pays et bénéficie surtout aux pays exportateurs de pétrole, à l'instar de l'Algérie, qui ont actuellement le vent en poupe grâce à l'envolée des prix des hydrocarbures, au détriment des pays importateurs.

Les pays en développement exportateurs de pétrole, dont l'Algérie, devraient connaître des tendances similaires à celles des pays du Golfe, mais à des niveaux inférieurs, avec une croissance de 4,1% en 2022. Ce groupe de pays mené par l'Irak et dont l'Algérie fait figure de pays qui «compte», devrait connaître une augmentation marquée de son PIB. Ainsi, pour l'Irak, il est prévu une croissance de 8,2% en 2022, bien que l'on s'attende à ce que la croissance de son

tant, c'est-à-dire corrigé de l'inflation, est considérée comme «la mesure la plus précise de l'évolution du niveau de vie». Après une modeste reprise de 2,0% en 2021, la croissance du PIB réel par habitant de la région MENA devrait s'accroître pour atteindre 3,9% en 2022, avant de ralentir à 2,0% en 2023. Cette croissance est toutefois inégale selon les groupes de pays. La croissance du PIB par habitant des pays du Conseil de coopération du Golfe devrait s'accroître pour



tats sont bien souvent en deçà des attentes. Ses pays, riches en histoire et en ressources, et bénéficiant d'une démographie favorable et d'une position géostratégique avantageuse, ont de quoi prospérer économiquement. Et pourtant, la réalité est tout autre pour la plupart d'entre eux. Certes, le bien-être des populations s'est amélioré à bien des égards au cours des dernières décennies, comme le démontrent notamment l'augmentation du taux de scolarisation et la baisse de la mortalité infantile. Autre point commun aux pays de la région MENA : la migration. En 2020, ce sont 30 millions de ressortissants de la région MENA à avoir migré vers un autre pays. Au cours des 30 dernières années, le nombre de résidents de la région ayant quitté leur pays d'origine a augmenté beaucoup plus rapidement que dans le reste du monde, selon la Banque mondiale. Parmi les remarques globales tirées à travers un constat commun pratiquement à l'ensemble des pays de la région, il est relevé ce que la Banque mondiale appelle «un paradoxe dans la région MENA». En effet, il est constaté

que l'utilisation des technologies numériques y est très répandue, mais a pour seule finalité les réseaux sociaux. De fait, leur utilisation à des fins économiques se situe bien en deçà des prévisions fondées sur le PIB par habitant. C'est un rapport qui, en tous les cas, passe en revue toute la réalité de la vie sociale et économique des pays de la région MENA à travers

dentière voit la croissance de l'Algérie atteindre 3,7%, l'autre institution née des accords de Bretton Woods s'attend à un taux de croissance de 4,7% qui fait de l'Algérie le pays dont la croissance du PIB est la plus rapide de la Méditerranée, et ce, malgré une conjoncture internationale délicate de l'activité économique qui fait subir un ralentissement généralisé

Les efforts de l'Europe pour diversifier son approvisionnement en énergie pourraient soutenir les investissements dans le secteur des hydrocarbures en Algérie.

PIB non pétrolier reste inférieure à 3% entre 2022 et 2024, en raison des pénuries d'eau et d'électricité et de l'instabilité politique. L'Algérie verra elle aussi sa croissance augmenter, pour atteindre 3,7% en 2022. De plus, selon les analyses de la Banque mondiale, les efforts de l'Europe pour diversifier son approvisionnement en énergie pourraient soutenir les investissements dans le secteur des hydrocarbures en Algérie et la croissance à moyen terme, apportant ainsi une embelle aux prévisions.

L'évolution du PIB réel par habi-

atteindre 5,5% en 2022 avant de ralentir à 2,4% en 2023. Les taux correspondants sont de 2,5% et de 1,1% pour les pays en développement exportateurs de pétrole. Le taux de croissance du PIB réel de l'Algérie pour 2022 devrait donc atteindre 3,7% alors que l'année dernière, il était de 3,5%. Quant à la croissance du PIB réel par habitant, cette année, il est attendu par la Banque mondiale qu'elle atteigne 1,8%, soit 0,2% de mieux qu'elle ne l'était l'année dernière.

La région MENA regorge d'un potentiel important, mais ses résul-

Un rapport dans lequel il est dit que l'Algérie atteindra un taux de croissance d'un point de pourcentage supérieur à celui prédit par la Banque mondiale.

tés données qui, dans de nombreux axes, ne convergent pas avec celles livrées par d'autres institutions, qu'elles soient locales ou internationales. Il en est ainsi par exemple du rapport de conjoncture du Fonds monétaire international (FMI), vieux d'à peine deux jours. Un rapport dans lequel il est dit que l'Algérie atteindra un taux de croissance d'un point de pourcentage supérieur à celui prédit par la Banque mondiale. En effet, si cette

et plus prononcé que prévu, avec notamment une inflation plus élevée que celle observée depuis plusieurs décennies. Ainsi, il est pronostiqué que la croissance mondiale devrait passer de 6,0% en 2021 à 3,2% en 2022 et 2,7% en 2023 au moment où l'inflation mondiale devrait passer de 4,7% en 2021 à 8,8% en 2022, mais baisser à 6,5% en 2023 et à 4,1% d'ici 2024, selon le FMI.

Azidine Maktour

IMPORTATION DE VÉHICULES

Tebboune ordonne de libérer le cahier des charges

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée aux secteurs de la justice, du travail, de la santé, des moudjahidine et de l'industrie.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Comme attendu, le secteur de l'automobile était à l'ordre du jour de cette réunion, après l'annonce du retour à l'importation des véhicules de moins de 3 ans et l'importation des véhicules par les constructeurs automobiles.

Ainsi, concernant le cahier des charges définissant les conditions et les voies de l'exercice de l'activité de l'importation des véhicules neufs, le chef de l'État a instruit de le libérer dans une semaine et de mettre fin aux pratiques du passé qui ont épuisé les citoyens et le Trésor public.

Il a également ordonné de séparer l'activité des importateurs et des constructeurs et de se diriger vers une industrie mécanique selon les normes technologiques modernes.

M. Tebboune a demandé, en outre, à ce que l'autorisation de l'exportation des voitures d'Algérie, après les avoir importées, ne doit pas se faire au détriment du marché national, des besoins des citoyens, et avec des fonds du Trésor public.

Le Conseil des ministres a abordé, par ailleurs, la question des zones industrielles et l'on apprend, à travers le communiqué rendu public en début de soirée, que le Président Tebboune a demandé au gouvernement de prendre en compte certaines orientations en prévision de la relance de l'activité des zones industrielles, à travers un projet de loi qui sera présenté ultérieurement en même conseil.

Il a instruit le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales de créer «immédiatement» une carte technique sur la situation de toutes les zones industrielles des wilayas, en termes d'activité et de propriété immobilière.

Il a également ordonné la création de zones d'activité dans chaque commune, au profit des jeunes et des petites professions, pour absorber le chômage.

Et d'affirmer la nécessité de penser à une nouvelle et profonde organisation, à même de garantir la relance de l'économie nationale, dans laquelle l'État accompagne les porteurs d'idées et d'initiatives, loin de la rente et du gain rapide, comme cela fut par le passé.

Le Président a demandé, en outre, de permettre au secteur privé de créer des zones indus-



trielles. Parmi les autres questions traitées par le Conseil des ministres figure l'allocation-chômage dont l'augmentation a été annoncée il y a plusieurs semaines.

Le Président a salué ce qui a été fait dans ce dossier, ordonnant de poursuivre la politique de soutien aux jeunes diplômés

des instituts universitaires et des centres de formation à travers l'allocation-chômage. En même temps, il a appelé à débusquer les cas de fraude et à la création d'un graphique statistique renouvelé, en tant que base de données pour suivre le taux de chômage.

K. A.

LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

La bonne note du FMI

● L'économie algérienne a bien résisté aux contrecoups de la crise mondiale, affichant un taux de croissance enviable de 4,7% et se classant au 6^e rang dans le monde arabe.

Par Omar Berbiche

La croissance est de retour en Algérie : c'est le Fonds monétaire international (FMI) qui l'affirme dans son rapport, rendu public samedi, sur la croissance économique dans le monde, établissant un classement par pays, en fonction des performances économiques réalisées. Alors que la croissance mondiale bute de plein fouet, suite au ralentissement de l'activité économique induite par la hausse des prix des hydrocarbures et la guerre en Ukraine, impactant négativement le taux de croissance du PIB des économies fortes, des pays émergents parviennent à sortir la tête de l'eau en alligeant des performances dans un climat économique où tous les cliquotants sont au rouge. C'est le cas de l'Algérie qui devrait clôturer l'année en cours avec un taux de croissance de 4,7%, se classant au 6^e rang dans le monde arabe derrière l'Irak qui ouvre le bal avec un taux de croissance prévisible pour l'année 2022 de 9,3%, suivi du Koweït (8,7%), de l'Arabie Saoudite (7,6%), de l'Égypte (6,6%) et des Émirats arabes unis (5,1%). Les prévisions de croissance de l'Algérie à fin 2022 ont été revues à la hausse, par rapport aux estimations, moins optimistes du FMI du mois de mars dernier fixant le seuil de croissance à 2,4%. Au niveau maghrébin, l'Algérie se classe en pole position, talonnée par la Mauritanie (4%) et la Tunisie qui ne s'en tire pas aussi mal que cela, avec un taux de croissance de 2,2% dans une conjoncture politique, économique et sécuritaire des plus instables. Le Maroc, qui affiche des agrégats économiques sombres, éprouvant les plus difficultés pour financer le budget de l'État, est parti pour clôturer laborieusement l'année avec un taux de croissance de 0,8%. Confrontée à une situation d'instabilité institutionnelle, la Libye se trouve carrément dans la



zone rouge avec un taux de croissance négatif de -18,5%. Dans le bassin méditerranéen occidental, l'Algérie se place dans une position des plus enviables, devant l'Espagne avec un taux de croissance du PIB de 4,3%, l'Italie 3,2%, et la France 2,5%. Le taux de croissance confortable réalisé par l'économie algérienne par rapport aux ratios réalisés par des économies fortes, qui tirent la croissance mondiale, s'explique par l'augmentation substantielle

des prix du pétrole et du gaz du fait de la crise énergétique mondiale lourdement impactée par le conflit ukrainien. L'embellie financière a été mise à contribution pour relancer les investissements productifs dans les secteurs industriel, de la PME-PMI avec un intérêt particulier pour la promotion des start-up dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les résultats du taux de croissance du PIB sont également tirés par

l'apport du secteur agricole qui connaît depuis ces dernières années de profondes mutations, se traduisant par une autosuffisance du marché national en produits agricoles et des recettes d'exportation en augmentation, bien que le processus de la conquête des marchés extérieurs fortement concurrentiels n'est qu'à ses premiers balbutiements. Dans la déclaration de politique générale du gouvernement présentée, débattue et adoptée par le Parlement la semaine dernière, l'Exécutif table sur des recettes d'exportation hors hydrocarbure, à fin 2022, d'un montant de 7 milliards de dollars. La question que se posent les observateurs est de savoir si l'économie algérienne qui a montré une grande résilience, qui a fait défaut à des pays économiquement plus puissants dans la conjoncture de crise actuelle, aura le souffle long pour maintenir cette dynamique de croissance et la booster encore davantage, alors que les prévisions du FMI concernant la croissance de l'économie mondiale pour l'année prochaine et les années à venir, n'incitent guère à l'optimisme. Même si le Fonds monétaire international prévoit une baisse de l'inflation mondiale, passant de 8,8% en 2022 à 6,5% en 2023, il reste que ce niveau de l'inflation continuera à tirer la croissance de l'économie mondiale vers le bas. La thérapie de choc recommandée par le FMI passe par la mise en œuvre d'une politique monétaire pour rétablir la stabilité des prix, adossée à une politique budgétaire, pour soutenir le pouvoir d'achat, des réformes structurelles (comprendre programme d'ajustement structurel avec tout ce que cela implique comme conséquences sur le pouvoir d'achat, le gel des salaires et sur l'emploi). Des recommandations auxquelles beaucoup de pays fragiles ne pourraient pas souscrire au risque d'ébranler leur stabilité. **O. B.**

ON VOUS LE DIT

Douanes : 43 000 kilogrammes de farine et 1600 litres de mazout saisis à Tamanrasset

Les services des Douanes à Tamanrasset ont saisi 43 000 kilogrammes de farine et 1600 litres de mazout et arrêté le contrevenant, a indiqué hier un communiqué de la direction générale des Douanes. « Dans le cadre du rôle des Douanes algériennes en matière de contrôle, de protection, de lutte contre la spéculation illicite sur les produits subventionnés et de large consommation et de lutte contre la contrebande sous toutes ses formes, les agents de la brigade régionale spécialisée dans la lutte contre la contrebande à Tamanrasset ont saisi 43 000 kilogrammes de farine et 1600 litres de mazout à bord d'un tracteur à remorque et arrêté le contrevenant, qui a été déféré devant les juridictions compétentes », a précisé le communiqué. Cette opération intervient « en application des instructions des pouvoirs publics pour préserver la stabilité du marché national et assurer l'approvisionnement permanent et continu des citoyens en biens de consommation », a ajouté la même source.

COMMENTAIRE

Rompre avec la mentalité corrompue

Par Ali Gouissém

Lors du débat parlementaire autour du programme de politique générale du gouvernement, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a été assailli par des questions des députés incrédules devant le pouvoir de la bureaucratie à stopper des projets économiques initié par l'Etat. Ce qui n'a été que rumeurs durant de longues années et propagées de bouche à oreille s'avère, aujourd'hui, DE triste réalité. Beaucoup d'investisseurs ont été découragés, car empêchés de réaliser leurs projet à cause des pratiques bureaucratiques. Les plus téméraires ont dû se plier à des exigences mafieuses. Racketter tout entrepreneur dans les dédales administratifs est devenu un sport national. Le moindre service ou document est monnayable «à sa juste valeur». Des compatriote venus d'ailleurs croyant pouvoir participer au développement économique de leur pays ont vite déchanté devant l'ampleur de la bureaucratie et surtout du climat ambiant de corruption. Le manque à gagner défie toute estimation. Il se chiffre en années de retard dans la relance économique du pays et de son développement social. L'ampleur de ce préjudice augmente à la mesure de la découverte des projets avortés. L'équipe gouvernementale en place tente, dans la mesure du possible, de réhabiliter ce qui peut l'être à travers tout le territoire national. Il en est de même pour la récupération des assiettes de terrain octroyées dans le cadre de l'investissement et qui sont délaissées ou détournées de leur vocation. Le nouveau ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, vient de débloquent quelque 500 projets «grippés» par la mesure de bioéquivalence non encore assurée par nos propres moyens. La justification pour une sous-traitance avec des institutions étrangères est toute trouvée. Il va sans dire alors qu'une saignée en devise forte s'opère au su et au vu de tout le monde depuis longtemps. Les exemples ne manquent pas pour illustrer «l'anarchie bien organisée» orchestrée dans le secteur économique du pays et dans l'indifférence générale. Le retournement de situation qui s'opère depuis la venue du président Tebboune aux commandes de L'Etat fait éclater au grand jour toutes les ramifications préjudiciables à l'intérêt général de la nation. Les enquêtes se poursuivent pour confondre les auteurs de ces méfaits. C'est à l'équipe gouvernementale, récemment interpellée par les parlementaires, de garantir les voies et les moyens nécessaires pour une véritable relance économique capable d'influer positivement sur le quotidien du citoyen. Il se trouve que ce dernier fait face à la pénurie conjoncturelle de certains produits alimentaires et surtout à la hausse des prix engendrée par une spéculation effrénée sur les marchés. Des tribunaux de commerce sont prévus dans les nouveaux textes de loi pour mieux gérer rapidement par des instances spécialisées tous les conflits de cette nature. Gagner la confiance du peuple en le protégeant et en veillant à son confort est l'étape primordiale pour toute autre action gouvernementale.

LA DÉFENSE NATIONALE, LA FINANCE, L'INTÉRIEUR ET L'ÉDUCATION

Les gros budgets de la Loi de Finances 2023

Le projet de loi de finances 2023 prévoit des changements en termes de configuration du budget de l'État. Les secteurs clés qui ont reçu plus d'argent sont ceux de la Défense nationale, le ministère des Finances, le ministère de l'Intérieur et l'Éducation nationale.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le texte prévoit en effet des dépenses globales de budget de l'ordre de 13.000 milliards de dinars soit plus de 94 milliards de dollars. Un budget considérable qui met en avant les secteurs prioritaires qui seront les plus dotés durant l'exercice de 2023. Le projet de loi de finances 2023 prévoit des recettes de près de 8.000 milliards de dinars contre des dépenses de plus de 13.000 milliards de dinars, soit un déficit colossal de près de 5.000 milliards de dinars. Le PLF du prochain exercice consacre en effet un gros budget pour la Défense nationale qui arrive en tête avec un seuil de 3.186 milliards de dinars (plus de 23,2 milliards de dollars) et qui sont répartis comme suit : 1.200 milliards pour la défense nationale, 740 milliards pour la logistique et le soutien multiformes et 1.246 milliards pour l'administration générale. Le changement apporté par le texte de loi est celui des autorisations de paiement et d'engagements par secteur. Dans son mode opératoire, l'État a introduit les autorisations d'engagement qui dont les dépenses peuvent s'échelonner sur



plusieurs années, comme par exemple pour les investissements et les autorisations de paiement constituent la limite des dépenses pouvant être effectuées dans l'année. Pour le budget de la Défense nationale, la hausse de ces dépenses est justifiée par les tensions régionales qui pèsent comme une menace pour les frontières notamment à l'Ouest et à l'Est et les pays du Sahel. Dans ce cadre là, l'Algérie se doit de sécuriser ces frontières et limiter l'impact d'une quelconque menace régionale ou autre qui tenterait de déstabiliser sa souveraineté. Outre la sécurité, le PLF de 2023 a engagé plus de dépenses pour le secteur de la Finance et de l'Éducation nationale et celui de l'Intérieur et collectivités locales. Ainsi, le montant du département des Finances bénéficiera de 3000 milliards de dinars alors que celui de l'Intérieur sera doté d'un montant colossal 1.766 milliards de dinars don 450 milliards de dinars pour les collectivités locales, plus de 375 milliards DA pour la sûreté nationale et la Protection civile a avec plus de 88 milliards. L'Éducation nationale n'est pas en reste puisque un montant de 1.170 milliards de dinars lui est consacré, arrivant

ainsi en quatrième position de l'ordre de priorité des dépenses. Ces gros portefeuilles qui vont absorber des montants faramineux sont également justifiés par les énormes défis et besoins qui s'accroissent chaque année. L'agriculture avec 618 milliards de dinars DA soit 4 milliards de dollars et l'Enseignement supérieur avec 536 milliards de dinars, soit 3,8 milliards de dollars) sont également des secteurs qui traduisent une priorité en termes de besoins et de croissance. L'habitat avec plus de 482 milliards de dinars est également le secteur qui doit parachever les chantiers attendus en termes de logements. Les infrastructures de base sont cruciales dont le département des travaux publics sera doté de plus de 474 milliards DA. Concernant les institutions de l'État, on note le plafond de 57 milliards de dinars pour la Présidence de la République dont 6,35 milliards de dinars pour l'activité du président de la République et 34,8 milliards de dinars pour les services du Premier ministre, 8 milliards de dinars pour l'Assemblée populaire nationale et 4,1 milliards de dinars pour le Conseil de la nation.

F. A.

أكد على إنهاء الممارسات التي أنهكت المواطن والخزينة العمومية.. الرئيس تبون

إصدار دفتر شروط استيراد السيارات خلال أسبوع

■ الفصل بين الوكلاء المستوردين والشركات المصنعة ■ لا تصدير للسيارات على حساب السوق الوطنية ■ صناعة ميكانيكية بمعايير تكنولوجيا عصرية ■ مراعاة الجدوى الاقتصادية للمناطق الصناعية ■ مناطق نشاطات في كل بلدية لفائدة الشباب ■ السماح للقطاع الخاص بإنشاء مناطق صناعية

أهل رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون الحكومة أسبوعا واحدا لإصدار دفتر الشروط الخاص بنشاط وكلاء استيراد المركبات الجديدة، مشددا على ضرورة الفصل بين نشاط الوكلاء المستوردين والشركات المصنعة، والتوجه نحو صناعة ميكانيكية بمعايير التكنولوجيا العصرية.

« محمد ب »

بعد استعراضه جدول أعمال اجتماع الوزراء الذي ترأسه، أمس، والذي تناول بالتراسة ملفات تخص قطاعات العدل، العمل، الصحة، المجاهدين والصناعة، أصدر رئيس الجمهورية تعليمات للحكومة، شملت بخصوص ملف شروط وكيفية ممارسة نشاط وكلاء المركبات الجديدة، الأمر في إصدار دفتر شروط نشاط الوكلاء خلال أسبوع، على أن يتم من خلال دفتر الشروط هذا، حسب القاضي الأول في البلاد، إنهاء كل الممارسات السابقة التي أنهكت المواطنين والخزينة العمومية.

كما حث السيد تبون الحكومة على الحرص في ميثاق تنظيم هذا النشاط على الفصل بين نشاط الوكلاء المستوردين والشركات المصنعة، والتوجه نحو صناعة ميكانيكية بمعايير التكنولوجيا العصرية، مشدداً على السهر ألا يكون الترخيص لتصدير السيارات من الجزائر بعد استئرافها، على حساب السوق الوطنية وحاجيات المواطنين، وبأموال الخزينة العمومية.

استحداث بطاقة تقنية للمناطق الصناعية

في نفس القطاع، تناول مجلس الوزراء، ملف المناطق الصناعية، التي توليها الدولة عناية خاصة، حسب الرئيس تبون، الذي وجه الحكومة بمراجعة جملة من التوجيهات في التحضير لإعادة بحث نشاط المناطق الصناعية، من

خلال مشروع القانون الذي سيعرض لاحقاً على مجلس الوزراء، في هذا الإطار، أمر السيد الرئيس وزير الداخلية والجماعات المحلية باستحداث فوري لبطاقة تقنية حول وضعية كل المناطق الصناعية بالولايات، من حيث النشاط والملكية العقارية، مؤكداً بأن العودة ليست بكثرة استحداث المناطق الصناعية، وإنما بجدواها الاقتصادية، التي يمكن أن تقاس باستحداث مناصب الشغل وتحريك الاقتصاد الوطني، لجلب الاستثمار الحقيقي المنتج، وليس أيضاً بالقرارات الإدارية.

في المقابل، أمر الرئيس تبون بأن يتم استحداث مناطق نشاطات، في كل بلدية ليتم توجيهها لفائدة الشباب وأصحاب المهن الصغيرة، في إطار تدابير امتصاص البطالة، مؤكداً في هذا الصدد بأن التفكير في تنظيم جديد وعميق، وجده كغيبيل بالتنهوض بالاقتصاد الوطني، تكون فيه الدولة مرافقة لأصحاب الأفكار والمبادرات بعيداً عن الربح والريح السريع، كما ساد سابقاً.

كما دعا السيد الرئيس الحكومة إلى الترخيص للقطاع الخاص والسماح له بإنشاء مناطق صناعية، لما لذلك من أهمية في مرافقة جهود الدولة في مجال دعم حركة النشاط الاقتصادي.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger